

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un AN ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER.

Les abonnements de plus de 1^{er} AN ne peuvent être pris que de 1^{er} JANVIER.

Abonnements pour St-Petersbourg : adresser les lettres et le paiement au bureau spécial, lib. de la Cour impériale, au pont de Police et à l'administration du journal, Maximilianovsky (ancien Gloukh) péroukols, 15.

Abonnements pour l'intérieur : adresser les lettres et le paiement au bureau spécial, lib. de la Cour impériale, au pont de Police et à l'administration du journal, Maximilianovsky (ancien Gloukh) péroukols, 15.

Abonnements pour l'étranger : adresser les lettres et le paiement à l'administration du journal, Maximilianovsky péroukols, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en un mandat sur un des correspondants de l'étranger.

choses sûres, craintif en dangers, qu'il fuie les mauvaises cures ou pratiques ; soit gracieux au malade, bienveillant à ses compagnons, sage en ses prédictions ; soit chaste, sobre, pitoyable et miséricordieux, non convoiteux ni extorsionnaire d'argent, mais qu'il reçoive modérément salaire selon son travail, les facultés du malade, la qualité de l'issue, ou autrement.

Au nombre des questions qui rentrent dans cet ordre d'idées a été indiquée l'affermage sans terme (ou héréditaire) qui n'existe point chez nous d'après la lettre de la loi, et qui peut avoir une grande influence sur la distribution de la population.

8. Dans quelle mesure l'organisation actuelle de l'administration autonome des paysans est-elle propice ou défavorable aux progrès de l'exploitation agricole et du bien-être économique du peuple ?

Note. — L'administration autonome des paysans est, en vigueur depuis onze ans et l'on pourrait réunir bien des observations pratiques relatives à son influence sur la vie économique agricole (des grands propriétaires fonciers comme des paysans). La communication et la discussion de telles données seraient intéressantes au plus haut degré attendu en présence des assertions contradictoires de la presse par rapport à l'utilité de ces institutions et sur les réformes qu'il est nécessaire d'y introduire (par exemple la question de l'unité de bailleage composée de toutes les classes, qu'en présence des projets du gouvernement sur ce sujet (par exemple la question des tribunaux de bailleage).

9. Quelle est l'influence qu'exerce sur l'exploitation agricole le parcellement des propriétés foncières des paysans (c'est-à-dire de leurs unités économiques en général), par suite du droit d'héritage et de la transmission des propriétés conformément à ce droit ?

Note. — La question est posée sous cette forme parce que la question plus spéciale de l'influence des partages parmi les paysans avait été soulevée. Cette dernière question, discutée sans cesse chez nous et extrêmement urgente, n'est évidemment qu'un des cas particuliers de la première question générale, embrassant tous les cas de parcellement des terres agricoles. Sous cette forme la question posée comprend une multitude de cas particuliers de parcellement des terres comme unités de propriété des paysans, et dans ce nombre les cas de partages de famille. La question ne s'étend point cependant aux partages communaux, qui sont des partages de terres ne formant point d'unité d'exploitation agricole. Les partages communaux feront l'objet d'une question particulière.

10. Quelle est l'influence qu'exerce sur l'exploitation agricole les partages communaux dans leurs diverses formes ?

Note. — Ainsi formulée, la question de la propriété foncière en commun sera posée sur un terrain beaucoup plus pratique que cela n'avait eu lieu jusqu'à présent. Il serait désirable que, sans se laisser entraîner dans des discussions théoriques sur les avantages de la propriété en commun ou de la propriété individuelle, les personnes qui s'occupent de cette question discutent directement les résultats à eux connus du partage périodique des terres ; il est urgent avec cela de prendre en considération toutes les variétés de ces partages et celles de la propriété en commun, par diversément organisée, comme on sait, dans différentes parties de la Russie.

11. Jusqu'à quel point sont satisfaisants les règlements actuels de l'assurance obligatoire contre l'incendie introduits par les zemstvos ?

Note. — La discussion de ce point serait utile en vue de certaines difficultés financières qui ont surgi lors de la mise en pratique de ces règlements et de leur insuffisance, au point de vue des indemnités pour les fréquents sinistres qui désolent nos provinces.

12. Quelles sont les mesures à prendre pour donner un développement plus régulier à notre petite industrie (кустарная промышленность) ?

Note. — Le développement des fabriques a créé une concurrence redoutable à cette industrie si répandue parmi nos paysans. Il serait à désirer que cette source de leur bien-être économique fût conservée dans l'avenir, grâce à une direction plus normale de son développement.

13. Jusqu'à quel point les progrès de l'exploitation agricole des paysans (ainsi que des grands propriétaires) dépendent-ils des progrès de l'instruction primaire ? Le gouvernement doit-il prendre quelques nouvelles mesures spéciales pour coopérer directement ou indirectement à la propagation de l'instruction (primaire) parmi les populations agricoles ?

Note. — La question de l'instruction populaire n'a pas encore été discutée chez nous à ce point de vue. Il serait désirable qu'elle fût élucidée, à cause des opinions assez répandues d'après lesquelles l'instruction primaire n'aurait aucune influence sur le bien-être économique des populations agricoles.

Questions concernant principalement la grande propriété. — 14. Quelles seraient les nouvelles mesures législatives à prendre par rapport aux contrats entre les propriétaires fonciers et les ouvriers et à la garantie de leur exécution par les deux parties contractantes ?

Note. — Cette question est posée en vue de la publication projetée d'un nouveau règlement sur les transactions de ces genres, et à la suite de plaintes générales sur l'inefficacité du règlement actuel.

15. Quelle est l'organisation du crédit agricole possible chez nous ?

Note. — Quoique le crédit agricole ne soit encore nulle part organisé d'une façon satisfaisante, une organisation en général est urgente et la question doit aussi être discutée chez nous.

16. En quoi consiste l'insuffisance des procédés actuels d'écoulement des produits agricoles en Russie et quelles sont les mesures à prendre pour développer et améliorer ces procédés ?

Questions générales relatives à tous les intérêts de la propriété foncière et de l'économie agricole. — 17. Ne serait-il pas opportun d'établir de nouveaux organes administratifs et consultatifs pour l'expression des besoins de l'exploitation agricole et pour l'élaboration et la mise en pratique des mesures qui peuvent contribuer à ses progrès ?

Note. Cette question surgit d'elle-même à la suite du développement récent des conseils de manufactures et de commerce et des mesures bienfaisantes prises à ce sujet par le ministère des domaines.

18. Quelle est la forme dans laquelle on peut organiser des présentations des données statistiques sur l'exploitation agricole ?

Note. Sans une organisation de la statistique agricole régulière et conforme aux exigences pratiques et scientifiques de notre époque, toutes les mesures organiques de l'Etat, par rapport à l'exploitation agricole, sont extrêmement difficiles à prendre. Pour connaître les moyens de réagir utilement en faveur d'une industrie il faut avoir pour base des données exactes sur l'état de cette industrie. Or, ces données n'existent point à l'heure qu'il est. Interrogée par le gouvernement sur les mesures à prendre par rapport à l'exploitation agricole, la Société ne peut pas négliger la question statistique, laquelle, vu son importance et son caractère spécial, demande une étude à part.

Pour éviter toute interprétation erronée, nous tenons à répéter que le questionnaire ci-dessus est exclusivement l'œuvre de la Société économique libre et ne se rattache à l'enquête présidée par S. Exc. M. le ministre des domaines qu'en ce que celle-ci a suggéré à la Société économique

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

Nous avons déjà rappelé à nos lecteurs, il y a quelques jours, en quoi consistait l'article 2 du projet de loi sur les corporations religieuses en Italie, paragraphe qui a trait à la conservation des maisons générales à Rome, et que l'on considère comme celui dont l'adoption soulèvera le plus de difficultés au moment du vote. On sait que le comité de la Chambre italienne a proposé d'y ajouter un paragraphe additionnel portant que le généralat de la maison de Jésus ne doit pas être conservé à Rome. Le ministère Lanza s'étant refusé à introduire cette réserve dans la loi, l'article 2 tout entier, fixant ce maintien pour les autres maisons générales, aurait été abandonné par la commission. Reste à savoir maintenant si le ministère Lanza fera une question de cabinet du rejet de l'exception proposée par la Chambre. On l'a cru d'abord, mais on prétend maintenant qu'il n'en sera pas ainsi et que le gouvernement italien se décidera à retirer le projet de loi tout entier.

Depuis quelque temps, plusieurs journaux français s'occupent de négociations qui auraient été engagées, — disent-ils, — entre la France et l'Italie au sujet de la révision du traité de commerce. Ils ont été même jusqu'à avancer que cette question avait fait l'objet d'un entretien entre M. Thiers et M. Nigra.

Le journal l'Italie vient de couper court à toutes ces rumeurs, qui prenaient déjà une certaine consistance, en déclarant que des négociations n'ont pas encore été engagées, et que si quelques ouvertures verbales ont pu être faites, il est vrai, par la France, le gouvernement italien aurait répondu qu'il désirait, avant d'y donner suite, attendre que l'enquête industrielle en Italie soit terminée et que les nouveaux tarifs du traité franco-anglais lui soient connus.

La séance du 28 à l'Assemblée Nationale de France n'a eu rien de saillant. La Chambre a voté l'urgence sur un projet de loi déposé par M. Tirard et demandant l'application préalable de droits compensateurs sur les produits étrangers avant le prélèvement de tout impôt sur les matières premières. Puis elle a repoussé une proposition de M. Plotard tendant à ce que l'Assemblée consacrer exclusivement chaque semaine un jour à ses travaux industriels, c'est-à-dire aux travaux des commissions. Elle a aussi rejeté à une grande majorité l'art. 1^{er} du projet de loi relatif aux associations syndicales agricoles et a adopté enfin l'art. 1^{er} du projet sur le travail des enfants dans les manufactures.

En Prusse, la commission de vingt et un membres de la Chambre des Députés nommée pour l'examen des projets de loi politico-religieux émanant du ministère des cultes, a sensiblement modifié un article de celui des projets concernant l'installation des ecclésiastiques. Les propositions gouvernementales posaient en principe que l'Etat avait le droit de s'opposer à la nomination de tel ou tel prêtre catholique ou pasteur évangélique, mais la commission, après deux jours de débats, a jugé opportun de préciser les cas où cette opposition de l'Etat devra se produire. Ces amendements, portant modification de l'art. 16 du projet primitif, stipulent ce qui suit :

L'opposition de l'Etat est admissible : 1^{re} Lorsque les intéressés ne satisfont point aux conditions légales exigées pour remplir des emplois ecclésiastiques ;

2^{de} Lorsqu'il existe des faits autorisant la supposition que les ecclésiastiques à installer agissent à l'encontre des lois de l'Etat ou des ordonnances concernant leur ressort, ou encore qu'ils pourraient troubler la paix publique ;

3^{de} Lorsque les intéressés auraient été condamnés ou seraient poursuivis pour un crime ou délit contre lesquels le code pénal de l'empire commine la peine des travaux forcés, ou bien celle de la perte des droits civiques, ou encore la perte de la faculté d'occuper des emplois publics.

Les modifications faites au projet gouvernemental par la commission parlementaire impliquent en outre la clause que l'examen des motifs s'opposant à l'installation d'un ecclésiastique n'est pas du ressort du ministre des cultes, mais bien de la compétence de la cour de justice royale pour les affaires ecclésiastiques.

On parle de nouveau vaguement à Munich de l'imminence d'une crise ministérielle. La position de M. de Lutz, ministre des cultes et de l'instruction publique, serait la plus menacée, tandis que celui des membres du cabinet qui aurait le moins à appréhender l'éventualité d'une crise serait M. Fäustle, ministre de la justice. Ce ne sont là, pour le moment que des bruits sans consistance, mais ils suffisent pour que certains journaux remettent en avant la combinaison Gasser.

Il est bien difficile jusqu'à présent de savoir comment s'appelle réellement le nouveau roi des îles Sandwich. Les journaux allemands le nomment Lualilo et non « Lualino » : du reste la question s'éclaircira bientôt et n'a pas d'autre portée, mais ce qui serait d'un intérêt plus notable, c'est que, loin que ce prince soit « l'ami des Etats-Unis », comme le disait notre dépêche, son élection serait au contraire un échec pour la politique américaine, laquelle, dit-on, aurait toujours eu pour but de faire monter sur le trône de Havai la princesse Ruth, toute dévouée aux Etats-Unis, et d'empêcher le prince Lualilo (ou Lualino), de succéder au roi Lot-Kaméhameha V. On sait que le défunt roi était le fils de la princesse Kinoua (fille de Kaméhameha I^{er}) de son mariage avec le gouverneur Kéouanooa, et qu'il avait succédé à son frère le roi Kaméhameha IV, mari de miss Rooke, actuellement la reine douairière Emma. La princesse Ruth Keelikolani est la sœur du défunt roi.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Bruxelles, vendredi 31 janvier, au soir.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS. — M. Malou dit que le chemin de fer du Grand-Luxembourg, et toutes les concessions lui appartenant, ont été repris par l'Etat depuis le 1^{er} janvier, moyennant une rente de 22 francs par action. L'Etat offrira aux actionnaires le rachat des actions à 550 fr. et paiera l'intérêt du semestre acquis à raison de 10 fr. par action.

Autre dépêche. Pesh, vendredi 31 janvier, au soir.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — L'Assemblée a repoussé dans sa séance d'aujourd'hui la motion de l'extrême gauche, de rejeter le budget, et elle a adopté par 318 voix contre 32 le rapport de la commission des finances comme base de la discussion spéciale.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne. Certains organes de la presse allemande ayant trouvé étrange ou tout au moins superflu que, vu les événements de ces dernières années, la cour de Berlin prit le deuil à l'occasion de la mort de l'empereur Napoléon III, la Norddeutsche Zeitung leur répond par l'article officiel que voici, inséré en tête de ses colonnes :

L'inclination, bien compréhensible en elle-même, de la presse quotidienne, de rattacher aux incidents qui appartiennent à la publicité des considérations pouvant revendiquer une certaine portée, correspond au désir du lecteur d'apprendre quelque chose de notable et de pénétrer jusqu'au fond des événements contemporains. Mais ce besoin réciproque peut facilement conduire à chercher dans les faits ce qu'ils ne contiennent pas, ni directement ni indirectement, et de flâner en tout et partout quelque chose de politique.

Témoin en est la tentative faite par certains journaux d'attacher une importance politique au deuil de cour à l'occasion du décès de l'empereur Napoléon. Et pourtant, dans ce cas, il ne s'agit sérieusement pas d'autre chose que d'une tradition observée par toutes les cours. De même que, dans toutes les sphères de la vie, ce qui est d'usage doit être respecté, les prescriptions de l'étiquette de cour ne peuvent point être éludées. C'est précisément la dérogation à ces traditions qui acquerrait une portée, dont leur simple observation est au contraire dépourvue.

Ainsi pour citer un exemple le cérémonial de cour veut que pour l'impératrice douairière de Brésil, laquelle n'est point ainsi dire nullement apparentée à notre famille royale, on doit se tenir à l'écart pour elle qu'une parente très éloignée, le deuil de cour soit fixé pour la durée de trois semaines, parce que la défunte impératrice avait été l'épouse d'un souverain, tandis que, à l'occasion de la perte douloureuse de la grande-duchesse Hélène de Russie, proche parente de notre empereur et de notre impératrice et qui jouissait de la haute estime et de l'affection toute particulière de Leurs Majestés, le deuil officiel pour la durée de quinze jours est conforme à la tradition.

Des précédents ne font d'ailleurs pas défaut quant au deuil de cour pour des souverains reconnus par notre maison royale, et si ne meurent pas étant sur le trône. Ainsi, à la suite du décès du roi Louis-Philippe, qui avait passé plusieurs années dans l'exil, notre cour avait pris le deuil pour quinze jours.

Quant à l'empereur Napoléon III, il avait été le souverain reconnu d'un empire notre voisin. Il avait reçu notre empereur à sa cour, à titre d'hôte. Par conséquent, c'était une question de convenance que notre cour prit le deuil à l'occasion de sa mort. Il est probable que le même fait se serait produit si Napoléon avait trouvé la mort à Sedan, alors qu'il était notre ennemi déclaré.

La loi des formalités doivent être prises en considération, toutes réflexions d'un autre ordre sont muettes ; il suffit de savoir ce que les convenances exigent et d'agir en conséquence.

Le 24 janvier, à l'occasion de l'anniversaire de naissance du roi Frédéric-le-Grand, la Société militaire de Berlin a tenu une séance solennelle à laquelle ont assisté S. M. l'empereur Guillaume, LL. AA. RR. les princes Frédéric-Charles, Albert, Adalbert et Alexandre, ainsi que les feld-maréchaux comte de Moltke, comte de Wrangel et Herwarth de Bittenfeld, et un très-grand nombre d'officiers de toutes armes.

M. le capitaine Helmut, du grand état-major général, a terminé à cette occasion une série de conférences qu'il a données sur la bataille de Gravelotte. Le conférencier a fait ressortir que l'esprit du grand roi anime encore aujourd'hui la mission des universités et de travailler exclusivement au triomphe de la science ; or, ce ne sont pas les « dignitaires ecclésiastiques » qui favorisent l'essor de la science, mais bien les professeurs eux-mêmes.

La discussion, ajournée le 27, a été reprise dans la séance du lendemain de la Chambre des Seigneurs.

Après des discours de M. LE PROFESSEUR ROCHAS, lequel a qualifié le maintien du caractère confessionnel des universités d'anachronisme et de négation du progrès de l'esprit humain, — et de M. LE BARON DE LINTHGEN, — qui a blâmé l'agitation provoquée par l'Eglise et qui devient inquiétante non-seulement pour l'Autriche, mais pour l'Europe entière, — le cardinal Rauscher, archevêque de Vienne, a de nouveau pris la parole et s'est exprimé en termes très vifs sur l'attitude du gouvernement à l'égard de l'Eglise catholique.

Pour ce qui concerne les droits historiques de l'Eglise, — a dit l'orateur, — c'est toujours le pape qui avait été le chef suprême. Comme tel il avait même le droit de déposer les princes, de tout temps l'Eglise catholique a été le soutien, non-seulement de la religion, mais du peuple entier. Mais aujourd'hui on ne s'occupe plus de l'avenir. Même dans les écoles de la capitale on professe l'athéisme, et cela de la part des maîtres eux-mêmes, ce que l'Eglise ne saurait voir avec indifférence.

M. LE D^r FELDNER, bourgmestre de Vienne, s'est vivement élevé contre l'incrimination du cardinal, que l'athéisme serait tombé dans les écoles publiques de Vienne, où l'enseignement de la religion est donné exclusivement par des ecclésiastiques.

M^{re} RAUSCHER s'est écrié là-dessus : « Je suis prêt à prouver tout ce que je viens d'avancer ; je peux le prouver même juridiquement, et je suis en mesure de vous en montrer les preuves imprimées. »

Après cet incident, M. LE D^r DE STRIMAYER, ministre des cultes et de l'instruction publique, a pris la parole et s'est exprimé en substance comme suit :

« Le projet de loi présenté à la Chambre est basé sur le principe que l'université est une institution de l'Etat, destinée à cultiver et à développer la science, et cela d'après des bases fixes qu'on ne veut pas renier, mais seulement

de toutes les innovations accomplies ou projetées dans la monarchie prussienne, et qui, pour la famille ultra-conservatrice, ne sont que des innovations du « libéralisme ». A propos des lois politico-religieuses, elle somme le docteur Falk, ministre des cultes, d'expliquer catégoriquement ce qu'il entend par : « l'Eglise et l'Etat », au point de vue moral, des éléments coordonnés, mais, au point de vue du droit (politique), l'Etat est au-dessus de l'Eglise. La Kreuz-Zeitung choisit d'autre part des principes quelque chose d'autrement grave que dans le fameux adage légendaire : « La force prime le droit. »

Dans son numéro du 30 janvier, elle publie, sous le titre : « La main morte et la main donnant la mort » des réflexions qui font l'effet des sons lugubres de la trompette du jugement dernier. La « main morte », c'est la propriété inaliénable de l'Eglise et de la noblesse, qu'on n'aurait jamais dû attaquer ; « la main donnant la mort », c'est la spéculation malsaine de notre époque, — autre incarnation du « libéralisme ».

An dire de la Germania, les subsides accordés par le chambellan comte de Schaffgotsch en faveur de l'agitation ultramontaine en Silésie (signalés par la lettre du prince de Silesie insérée au Staatsanzeiger), auraient consisté en des dons en argent à la famille de l'abbé Miarka, rédacteur d'une petite feuille catholique de Königshütte, aux citations duquel on avait attribué l'élément des ouvriers qui y avait eu lieu, et qui subit actuellement une peine de réclusion pour crime de lèse-majesté. Ces subsides auraient consisté en outre en allocations pécuniaires à la « Société électorale silésienne-chrétienne. »

Saxe. — Le Dresdner Journal du 20 janvier publie une communication officielle annonçant que la loi sur la réforme scolaire sera effectivement promulguée. Ce journal fait ressortir que si une partie de la presse demandait la dissolution de la Chambre des Députés, « selon l'usage », la Constitution n'a pas à se régler sur les usages, mais que c'est la tradition qui doit se conformer à la Constitution.

Autriche-Hongrie.

La Chambre des Seigneurs du Reichsrath a tenu le 27 et le 28 janvier deux importantes séances qui ont eu pour objet la discussion de l'indivisible du projet de réforme électorale, dont les journaux autrichiens s'occupent presque exclusivement, et d'une manière complètement fiévreuse, soit pour le défendre, soit pour le combattre, avant même qu'il soit connu dans tous ses détails.

C'était, il est vrai, une question d'une très grande portée dont la Chambre avait à s'occuper : celle de la révision de la loi de 1849 sur l'organisation des autorités universitaires, — organisation qui consacrait le caractère exclusivement catholique de ces hautes écoles et en faisait, pour ainsi dire, des instruments du régime ecclésiastique. Le projet de révision, par contre, posait en principe que les universités sont des institutions de « l'Etat », que leur sphère d'action est la « science », et que toute autre considération doit passer en seconde ligne. Les stipulations du projet qui étaient surtout malvenues aux yeux du parti catholique étaient celles proposant la suppression de l'emploi de « chancelier de l'université » et l'abolition du « collège des docteurs », qui donnaient principalement un caractère confessionnel aux universités et entravaient l'action des professeurs.

Dans la séance du 27, le projet de nouvelle organisation des autorités universitaires a été surtout combattu par deux princes de l'Eglise, le cardinal de SCHWARZENBERG, archevêque de Prague, et le cardinal RAUSCHER, archevêque de Vienne. Le premier s'est attaché à faire ressortir que, comme le voulait la loi de 1849, ce ne sont pas les professeurs seuls qui doivent diriger les universités, mais qu'il faut aussi sauvegarder l'influence d'autres organes, c'est-à-dire celle de l'Eglise et des corporations religieuses.

Le cardinal Rauscher a dit que les universités étaient et devaient rester catholiques, tout comme les universités prussiennes et celles de Cambridge et d'Oxford sont exclusivement protestantes. L'orateur a conjuré l'Assemblée de passer à l'ordre du jour sur les propositions du gouvernement et a dit en conclusion : « que les droits religieux étaient les meilleurs vêtements de l'Autriche ; que le projet de loi tendait à déchirer ces vêtements et qu'ils tomberaient en lambeaux, et l'Autriche avec eux, à la première crise européenne. »

Le projet a été, en revanche, chaleureusement défendu par M. HASNER, qui a contesté à l'Eglise, au point de vue juridique, la faculté de parler de « droits » qu'elle aurait sur les universités. Il est vrai, a-t-il dit, qu'à leur origine les universités étaient des fondations ecclésiastiques et qu'elles étaient appelées à servir l'Eglise ; mais les temps sont changés, et aujourd'hui la mission des universités est de travailler exclusivement au triomphe de la science ; or, ce ne sont pas les « dignitaires ecclésiastiques » qui favorisent l'essor de la science, mais bien les professeurs eux-mêmes.

La discussion, ajournée le 27, a été reprise dans la séance du lendemain de la Chambre des Seigneurs.

Après des discours de M. LE PROFESSEUR ROCHAS, lequel a qualifié le maintien du caractère confessionnel des universités d'anachronisme et de négation du progrès de l'esprit humain, — et de M. LE BARON DE LINTHGEN, — qui a blâmé l'agitation provoquée par l'Eglise et qui devient inquiétante non-seulement pour l'Autriche, mais pour l'Europe entière, — le cardinal Rauscher, archevêque de Vienne, a de nouveau pris la parole et s'est exprimé en termes très vifs sur l'attitude du gouvernement à l'égard de l'Eglise catholique.

Pour ce qui concerne les droits historiques de l'Eglise, — a dit l'orateur, — c'est toujours le pape qui avait été le chef suprême. Comme tel il avait même le droit de déposer les princes, de tout temps l'Eglise catholique a été le soutien, non-seulement de la religion, mais du peuple entier. Mais aujourd'hui on ne s'occupe plus de l'avenir. Même dans les écoles de la capitale on professe l'athéisme, et cela de la part des maîtres eux-mêmes, ce que l'Eglise ne saurait voir avec indifférence.

M. LE D^r FELDNER, bourgmestre de Vienne, s'est vivement élevé contre l'incrimination du cardinal, que l'athéisme serait tombé dans les écoles publiques de Vienne, où l'enseignement de la religion est donné exclusivement par des ecclésiastiques.

M^{re} RAUSCHER s'est écrié là-dessus : « Je suis prêt à prouver tout ce que je viens d'avancer ; je peux le prouver même juridiquement, et je suis en mesure de vous en montrer les preuves imprimées. »

Après cet incident, M. LE D^r DE STRIMAYER, ministre des cultes et de l'instruction publique, a pris la parole et s'est exprimé en substance comme suit :

« Le projet de loi présenté à la Chambre est basé sur le principe que l'université est une institution de l'Etat, destinée à cultiver et à développer la science, et cela d'après des bases fixes qu'on ne veut pas renier, mais seulement

adapter aux exigences et aux besoins de l'époque.

C'est là le point de vue du projet de gouvernement et il ne diffère nullement de celui d'où l'on est parti lors de la fondation de l'université. Le point de vue où s'est placé le gouvernement n'est donc pas en contradiction avec le développement historique de la question. Il est possible, sans doute, d'ajourner une loi, mais il n'est pas possible d'ajourner une situation telle que celle où nous nous trouvons. Une proposition d'ajournement a été faite, parce que, soi-disant, la Chambre ne disposerait pas de tous les matériaux nécessaires pour discuter cette loi. Or, toutes les pièces qui sont relatives ont été présentées à la Chambre. Je prie donc l'Assemblée de terminer enfin la discussion d'un projet ajourné depuis longtemps déjà d'année en année, et qui répond aux besoins de l'Etat. »

La discussion générale a été close.

Un cours de la discussion spéciale, M. UNGER, ministre sans portefeuille, a dit que les universités de Vienne et de Prague ont pris le caractère d'institutions de l'Etat et que c'est pour cela qu'elles sont en dehors du cercle des corporations privées.

« Je puis dire avec satisfaction, a ajouté l'orateur, qu'il y a longtemps que les « collèges des docteurs » dorment en paix, et nous nous garderons bien de les réveiller pour une nouvelle vie. Peut-être entend-on par cette « nouvelle vie » la vie politique. Or, pour la science il n'y a rien de plus nuisible que son immersion dans des domaines qui lui sont étrangers. C'est surtout à ces temples de la science que doivent se rapporter les paroles du poète : *Odi profanum vulgus et arceo*. » (Vifs applaudissements.)

A propos de l'art. 11 du projet de loi, qui est ainsi conçu : « Le droit d'être nommé à un emploi universitaire est complètement indépendant de la profession de foi. » — le prince de SCHWARZENBERG, archevêque de Prague, a exprimé le regret que ce soit précisément le caractère confessionnel dont on veut dépouiller les universités.

L'art. 26, portant abolition des fonctions de chancelier, a donné lieu à de longs débats, auxquels M^{re} de SCHWARZENBERG s'est encore mêlé pour dire, entre autres choses, qu'on avait bien tort de redouter « l'influence noire », et pour proposer la radiation de cet article.

Un vote final, le projet de loi sur la réorganisation des autorités universitaires a été approuvé par la Chambre des Seigneurs en deuxième et en troisième lecture.

La Wiener-Zeitung du 29 janvier publie en anglais et en allemand le texte du traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu le 8 mai 1871 entre la monarchie austro-hongroise et le royaume de Siam.

On mande de Pesh, 28 janvier : Des conférences ont lieu ici entre des membres de l'épiscopat hongrois. La première de ces conférences a eu lieu avant-hier sous la présidence du prince-primat. M^{re} Simor a été reçu hier par S. M. l'empereur.

D'après la Presse, l'objet des conférences épiscopales était l'autonomie des catholiques, le placetum et la situation des écoles, surtout des gymnases.

France.

La commission des Trente s'est réunie le 28 janvier, à l'issue des bureaux. Elle a rejeté, par 12 voix contre 11, la deuxième partie de l'amendement présenté hier par M. Ernoul, relative à l'élaboration de la loi électorale. Cette question a donné lieu à un assez long débat. Les uns demandaient à la commission de ne point statuer sur sa compétence en matière électorale avant d'avoir provoqué et reçu de l'Assemblée un nouveau mandat précisant ses attributions à ce sujet ; les autres soutenaient le projet, présenté par M. Ernoul, d'adjonction de la commission électorale à la commission des Trente.

La majorité de la commission s'est rangée à l'avis de M. Rivart tendant à laisser la commission nommée spécialement par l'Assemblée pour l'élaboration d'une loi électorale, et qui fonctionnait actuellement, terminer ses travaux, sans que la commission des Trente y intervint. Cela fait, la commission électorale soumettrait son projet à la commission des Trente, et ces deux commissions l'examineraient de concert et prendraient une décision commune.

L'amendement Rivart a été adopté par dix-huit voix contre sept. On fond, il n'est pas sensiblement différent de celui de M. Ernoul.

L'article 3 du projet de la sous-commission, qui devient l'article 4, a été voté en son entier. M^{re} Max Richard et Delacour ont présenté un article additionnel tendant à ce que la commission des Trente déclare en principe qu'elle réglera, avant de se séparer, la transmission des pouvoirs au départ de l'Assemblée et la prolongation des pouvoirs de M. Thiers.

Cet article additionnel a donné lieu à un débat, dans lequel les différents modes de transmission ont été exposés : il a été rejeté par 18 voix contre 7.

Dans la discussion de l'article 4 auquel se rattachaient ces divers amendements, M^{re} Richard, Albert Grévy, Arago, Delacour, Max Richard et Bertrand ont prononcé des discours critiquant le projet de la sous-commission, qui, dans son esprit, a été soutenu par M^{re} de Broglie, de Cumont, de la Combe de Labastetie. Un passage du discours de ce dernier orateur a soulevé une certaine agitation. C'est lorsque M. de Labastetie a dit que, dans le projet de réforme électorale, il fallait songer à restreindre le suffrage universel, et qu'il fallait laisser prendre au président de la république l'initiative et la responsabilité de cette mesure et au besoin en assumer l'impopularité.

Avant de se séparer, la commission a décidé qu'elle soumettrait au président de la république et au garde des sceaux le projet qu'elle venait d'arrêter, ainsi que les deux amendements Duchâtel et Broët, qu'elle a pris hier en considération. Elle n'a pas encore statué définitivement sur ces deux amendements.

La commission ne demande pas au gouvernement de venir dans son sein et ne lui fixe pas de jour. Elle laisse à M. Thiers le soin de juger s'il doit être entendu et de fixer un jour.

La séance a été levée à cinq heures et demie.

Nous empruntons au Journal des Débats un nouvel article sur le rapport de M. de Ségur relatif aux marchés faits à Lyon pendant la guerre :

L'honorable M. de Ségur remarque, dans le rapport dont nous avons commencé l'analyse, que les dépenses faites par la ville de Lyon sont demeurées intérieures pour la guerre. Mais, dans la situation critique où se trouvait Lyon, ces dépenses n'étaient-elles pas inévitables ? Pourrait-on s'abstenir de faire des approvisionnements extraordinaires en prévision d'un siège ? Ne fallait-il pas, d'un autre côté, donner du travail, fût-ce même un travail inutile, à la population ouvrière que le chômage des ateliers privait de ses ressources ordinaires ? Les ateliers nationaux étaient un mal ; mais que seraient devenus ces milliers d'ouvriers oisifs et bientôt affamés s'il n'y avait pas eu d'ateliers

nationaux ? Il ne faut pas oublier que les ouvriers ont été pendant plusieurs mois les maîtres de la ville et qu'ils auraient pu, s'ils l'avaient voulu, mettre en pratique les pires doctrines du socialisme. Heureusement ils n'y songèrent pas, les préoccupations patriotiques l'emportèrent sur tout le reste ; on ne pensait qu'à repousser les Prussiens, et c'est pourquoi il n'y avait qu'un cri à Lyon comme à Paris : Des armes ! Des armes !

Voilà l'origine des « marchés » que la commission a examinés. Ces marchés, contractés sous la pression des événements et pour répondre à la passion populaire, ont été, pour la plupart, conclus à des conditions désavantageuses, et finalement ils ont été inutiles. Mais, encore une fois, n'en dédaignons pas l'honorable rapporteur de la commission, pouvait-on ne pas les conclure ? On a payé la poudre, devenue un article de première nécessité, 5 fr. et jusqu'à 8 fr. au lieu de 2 fr. et de 2 fr. 50 ; c'était ce qui était arrivé si l'on avait refusé d'acheter de la poudre par le motif qu'elle coûtait trop cher ? On a fondé des canons qui n'ont servi à rien et on les a assez mal fondus ; mais pouvait-on ne pas les fonder ? Il faut évidemment tenir compte des circonstances et des passions du jour. Il ne faut pas oublier non plus qu'il se rencontre toujours des industriels habiles et peu scrupuleux pour exploiter le besoin ou la passion du moment, et que ces gens adroits et sans préjugés ont particulièrement beau jeu quand ils ont affaire à des administrateurs frais émoulus d'un comité ou d'un club ; car on a beau être un patriote des plus purs, investi de toute la confiance du « peuple », on ne peut pas se dispenser de faire son apprentissage administratif et on est exposé, en le faisant, à commettre plus d'une bêtise dont le « peuple » paie naturellement les frais.

Nous avons dit que la commission avait eu à relever bien des irrégularités que des malversations ; le rapport de M. de Ségur laisse à cet égard, avons-nous ajouté, une impression moins pénible que ceux de son honorable collègue et de son collègue M. Riant. En revanche, quelle inexpérience et quelle infatigable naïveté ! Citons quelques exemples. La commission de la guerre avait entendu dire qu'on pouvait se procurer à Turin une certaine quantité de fusils. Vite elle expédie un agent pour les acheter. Cet agent, M. Outhier, était un brave menuisier, qui se connaissait probablement en valises et en rabots, mais qui n'avait, l'événement l'a prouvé, que des notions vagues sur l'armurerie. A Turin, on lui offre à raison de 30 fr. un lot de fusils transformés, en lui proposant de les faire contrôler par un capitaine d

mander les mobilisés de l'Ain; par suite, le général Crémier se serait ainsi trouvé subordonné à Crévier. Le dernier télégramme ajoutait : « Quoique Crévier soit général de division, il sera sous vos ordres. » — J'entends, par là, que Crévier, en administrant, car, par le rapport financier ou administratif, le rapport militaire, je n'avais pas la préférence de commander de mon cabinet une opération de guerre devant l'ennemi. Je ne pourrais pas donner des indications, centraliser les troupes, les préparer, leur donner les moyens d'action; mais, une fois cela fait, je ne pourrais pas prendre le commandement moi-même, je n'aurais pas pu le faire.

« Crévier m'arriva deux ou trois jours après ce télégramme. — Je vis un grand et beau jeune homme, effilé, très sympathique au premier abord; mais je n'eus pas plus tôt parlé avec lui pendant dix minutes, que je vis que c'était un garçon extrêmement exalté, voulant de suite marcher en avant, disant qu'il ne voulait pas attendre. Il avait une préoccupation évidente. Je lui dis : « Puisque vous ne reculez jamais, il y a une chose à faire : c'est d'aller immédiatement prendre le commandement des mobilisés. — On parlait déjà des mobilisés, partie de Saône-et-Loire et partie du Rhône, qui se trouvaient devant l'ennemi entre Chagny et Besançon. — Eh bien ! répliqua-t-il, Crévier, allez prendre le commandement de ces mobilisés ! — J'avais dit, par des renseignements d'espions qui me paraissaient très certains, relative à Dijon. J'aurais voulu faire tenter un coup de main sur cette ville. J'avais ordonné à la division du Rhône de prendre une certaine position, et aux troupes de Chagny d'en prendre une autre. Je voulais que le général commandant ces troupes fût une attaque. Je crois qu'il aurait enlevé Dijon de vive force à ce moment-là. »

« Crévier partit. Je lui avais donné quelques instructions, je ne me rappelle plus lesquelles; les événements se succédèrent avec rapidité. Ce qui était vrai le 23 ne l'était plus le 24; il fallait agir à la minute et pour ainsi dire au moment précis. Après le départ de Crévier, je télégraphiai à Chagny : Avez-vous vu le général Crévier ? — Non, il n'est pas arrivé. — Le lendemain : Est-il arrivé ? — Non. — A M. Patot, préfet de l'Ain, je télégraphiai : Le général Crémier est-il arrivé à Bourg ? — Il me répondit : Oui, le général Crémier est arrivé. Alors je lui fis savoir ceci : Puisque Crémier est général et que je n'ai pas de nouvelles de Crévier, envoyez-le prendre le commandement des mobilisés, et il attendra mes ordres. Crévier tournaient de tous les côtés; il n'arrivait toujours pas à son poste. — Il y avait déjà deux ou trois jours que Crémier commandait, quand enfin Crévier parut à Chagny ou à Nuits. — M. de Carayon-Latour put à ce sujet donner des renseignements plus précis que les miens, car il était sur les lieux au moment de la scène dont je vais parler.

« Crévier s'emporta en disant que les troupes étaient mal placées, qu'on était à découvert, et lui, qui voulait marcher en avant, il ordonna la retraite sur Beaune. Le général Crémier et M. de Carayon-Latour s'emportèrent à leur tour; il y eut des gros mots. Une dépêche me dit même : M. de Carayon-Latour a été tellement indigné qu'il en a pleuré de rage. On me télégraphia cette anecdote et on ajouta que Crévier aurait dit : Si le général Bressolles n'est pas content, comme il est général de brigade et moi général de division, je le fusse, au moins !

« M. ARBEL. C'est odieux !

« M. le général BRESSOLLES. Immédiatement je donnai l'ordre par le télégraphe d'arrêter Crévier et de l'amener à Lyon. Je voulais lui faire voir que j'étais son supérieur, quoique je ne fusse que général de brigade; mais il apprit que ce télégramme était arrivé, et il partit immédiatement par le chemin de fer de Nevers. Je télégraphiai à Nevers pour qu'on l'arrêtât; il s'échappa encore et il arriva à Tours. Je télégraphiai à Tours, et le gouvernement me dit : Vous avez bien fait; nous donnons l'ordre d'arrêter Crévier. Eh bien ! il a encore pu s'échapper ! On télégraphia non seulement dans la 8^e division, mais dans tous les départements français, l'ordre de l'arrêter. Je n'en entendis pas parler qu'à Bordeaux, où on vit encore sa signature dans le *Châtiment*. »

« Général Crévier, qui vient on ne sait d'où pour marcher en avant, et qui, arrivé sur le terrain, ordonne de battre en retraite, pour disparaître bientôt comme dans une trappe, n'est qu'un simple fantôme. Malheureusement, il y avait aussi des escrocs. Voici, par exemple, un sieur Lutz, qui l'on charge de former un corps « d'éclaireurs républicains avec une mission spéciale et confidentielle en vertu de laquelle il est autorisé à faire les réquisitions qu'il jugera nécessaires. » Au bout de quelques jours, le sieur Lutz était condamné à deux ans de prison pour escroquerie, sur la plainte de son capitaine d'état-major. Voici encore le sieur Malicki, de son autre nom Galeski, à qui l'on confia l'organisation et le commandement du corps des *veilleurs*. Si l'on avait eu le loisir d'examiner son dossier, on aurait appris qu'il avait été condamné, en Russie, à six ans de détention pour vol d'argent à l'université de Kiev; mais il se présentait sous le costume de franc-tireur, et le temps pressait. On lui accorda le grade de chef de bataillon, et on lui ouvrit un crédit de 300,000 francs. Il recrute ses *veilleurs* et les revêt d'un uniforme prestigieux. La collifourte surtout, un caspka en cachemire orné de plumes, faisait merveille; mais il ne suffisait pas d'habiller les *veilleurs*, il fallait les commander à l'ennemi. Ceci plaisait moins à Malicki. Il arrangea avec les autorités une conversation télégraphique qui se prolongea pendant plusieurs jours. A l'un, il proposait : « Envoyez 10,000 fr. Demain je me battrai probablement. » A l'autre : « Temps presse, brûlé ! » A un troisième : « Pars de main, toujours fidèle et dévoué Malicki. » Comme il s'était apparemment ravi, on lui expédia l'ordre formel de marcher à la rencontre d'un corps prussien. Malicki préféra se replier sur la Suisse, avec 45,000 fr. qui lui restaient en caisse. Le conseil de guerre de la 8^e division militaire l'a condamné à vingt ans de travaux forcés, pour désertion devant l'ennemi; mais les 300,000 fr. n'en étaient pas moins perdus en compagnie de bien d'autres.

La pression des circonstances et l'état nerveux de la population lyonnaise constituent assurément des circonstances atténuantes en faveur des autorités, si l'on peut leur donner ce nom. Il fallait satisfaire la passion du jour, passion aveugle, mais, après tout, patriotique et généreuse; il fallait fonder des canons et des mitrailleuses; il fallait, hélas, construire le camp roulant; et, organiser des corps de « veilleurs » avec des caspaks en cachemire ornés de plumes; il fallait, pour tout dire, subir toutes les fantaisies d'une foule surexcitée, sous peine d'être accusé d'incapacité ou de trahison, et bientôt renversé par l'ennemi. On peut reprocher à la commission des marchés de ne s'être pas assez rendu compte de cette situation et d'avoir apprécié les faits soumis à son examen un peu trop comme s'ils s'étaient produits sous un régime régulier et dans un temps de calme parfait. Nous sommes persuadés que l'Assemblée saurait mieux faire la part des circonstances et qu'elle n'oubliera pas non plus que la Commune de Lyon n'a point, comme celle de Paris, déchaîné la guerre ci-

vile sous les yeux mêmes de l'ennemi. Mais il n'est pas moins utile de montrer ce que peut coûter, dans un moment de crise, l'impéritie d'une administration improvisée; à cet égard, le rapport de l'honorable M. de Ségur ne laisse absolument rien à désirer.

G. DE MOLINARI.

On lit dans l'Univers :

« Nous sommes en mesure de donner quelques renseignements sur la lettre de M. J. Gauthier, écrite au nom de M. le duc de Nemours. Il est absolument certain que le duc a prononcé ces paroles rapportées par l'Union : « Nous emboîterons les pas derrière le comte de Chambord, même s'il revient avec le drapeau blanc. » Mais le duc d'Anjou s'est montré fort irrité de cette déclaration. Dans une réunion des princes tenue dimanche à Chantilly, ces paroles ont fait l'objet d'une discussion fort vive. Le duc d'Anjou voulait, selon l'expression vulgaire, « briser les vitres »; mais après de longs pourparlers, il a été résolu que M. J. Gauthier écrirait au nom du duc de Nemours la lettre publiée par le *Figaro*, et qui ne dément ni ne confirme absolument le langage authentique tenu par le prince en présence du général de Mandioux. »

« L'Ordre publie un important article de M. Clément Duvernois, l'ancien directeur-fondateur du journal. Cet article manifeste, daté de Londres, 23 janvier, n'a pas moins de six colonnes complètes. Cependant, grâce au talent de l'écrivain, il ne paraît pas trop long. Il est très ferme dans le fond, très mesuré dans la forme. Selon l'éminent rédacteur de l'Ordre, la situation du parti bonapartiste n'est point perdue, mais elle est « profondément modifiée. » La république est impossible, selon M. Duvernois; le rétablissement de la monarchie inévitable, et la « monarchie impériale est la seule possible. »

« Procédant par élimination, l'ancien ministre de l'Agriculture du dernier cabinet de l'Empire libéral met en présence, dans la conclusion de son travail, le dilemme : empire ou république, et trace en ces lignes, les dernières de son article, le programme de sa conduite personnelle et celui de son parti :

« Dénégant d'un règne qui a eu ses grandeurs et ses revers, et pour lequel commence la justice de l'histoire, nous n'avons qu'une ambition, qu'un droit et qu'un devoir.

« Notre ambition est de défendre, par tous les moyens légaux, l'héritage de celui que nous avons servi, sans créer d'embarras au gouvernement transitoire, à la seule condition qu'il ne préjuge pas la décision du pays et qu'il en assure l'interrogatoire loyal. »

« Notre droit est de soutenir que la volonté nationale peut seule choisir entre la république et la monarchie, et ensuite entre le prince que nous avons pour chef et ceux que d'autres lui préfèrent. »

« Notre devoir est de nous effacer le jour où, tout le monde comprenant que le salut est là, le prince recueille l'héritage de Napoléon III, toujours prêts à le servir si le pays nous accepte, plus disposés encore à laisser le pouvoir à ceux qui correspondront mieux aux sentiments du pays. »

« Nous trouvons dans l'Echo du Nord, dit le Temps, une lettre de M. le lieutenant-colonel d'artillerie Liénard, qui jette une clarté singulière sur les causes du démantèlement des arsenaux pendant la guerre et qui explique dans une certaine mesure les marchés onéreux que l'on fit alors obligé de passer. Il paraît qu'il n'est pas de tirer parti du matériel réformé, on aime mieux le vendre aux agitateurs.

« Il y avait, dit la lettre que nous citons, huit grands arsenaux bien approvisionnés, sans compter les 114 places de guerre, forts ou fortins, dont les magasins renfermaient, pour des sommes considérables, des engins dont on avait résolu de se débarrasser.

« En 1863, je commandais l'artillerie de l'arrondissement de Vincennes. Les magasins et les casernes du donjon régorgaient de fusils. L'Etat pouvait en faire transformer un grand nombre; l'opération eût été peu coûteuse.

« Des spéculateurs s'entendirent avec le ministre de la guerre, qui, sans adjudication, leur livra d'abord 100,000 fusils au prix de 4 fr. 50.

« On sut qu'il en restait.

« Le roi d'Italie reconstitua son armée; il avait besoin d'armes. Un marquis Mancini obtint la soumission de 40,000 fusils qu'il s'engagea à livrer à 60 fr. chaque : donc 2,400,000 francs.

« Il repassa son marché, moyennant une commission de 800,000 fr., au comte de P., lequel vint en France, vit M. M..., entrepreneur de la manufacture d'armes de Saint-Etienne, qui lui offrit de reprendre le marché moyennant 500,000 fr.

« M. M... vint me voir à Vincennes pour prendre livraison de 40,000 fusils qu'il payait 4 fr. 50 la pièce : donc 180,000 fr.

« Il lui incombait le travail de la transformation, mais il était outillé : c'était son métier. L'opération lui coûta 11 fr. par arme, donc 440,000 fr., de sorte qu'il gagna, lui, 480,000 fr.

Achat 180,000 fr.
Transformation 440,000
Allocation au marquis 1,300,000
Et au comte 480,000
Bénéfice 480,000

Total 2,400,000 fr.

total égal à ce que devait payer le roi Victor Emmanuel.

« Le colonel Liénard ajoute que ces fusils ne valaient pas grand-chose; c'est-à-dire qu'ils étaient, réellement, une bonne transformation n'était pas possible, ce qui dispulpaient jusqu'à un certain point, le ministre de la guerre, ou par ce que cette transformation avait été mal faite, ou tout cas, s'il y avait des bénéfices à faire, le gouvernement français devait se les réserver.

« Le colonel continue :

« En 1865, à Lille, je reçus l'ordre de livrer pour 300 fr. un lot de vieux canons, aciers et fers, qui en valait 1,500. J'en écrivis au ministre Randon pour l'en informer.

« Indigné de mon outrecuidance, celui que le maréchal Baragney-d'Hilliers avait officiellement qualifié de *homme, petit esprit, petit courage* (note d'inspection générale), chargea mon vieux ami le général Suzane, directeur de l'artillerie au ministère de la guerre, de me rappeler à l'observation de mes devoirs, et voici la lettre que je reçus du général :

« Mon cher commandant,

« Le ministre me charge de vous rappeler qu'il vous est interdit de faire la moindre observation quand il vous envoie des ordres, et que votre devoir est de les exécuter.

« Pour le ministre et par son ordre :

« Le général de division, directeur de l'artillerie.

« Signé : SUZANE.

« P.-S. — Attrape, mon vieux !!! »

« Je fus obligé de livrer successivement : 3,332 sabres de cavalerie en bon état, au prix de 1 fr. 80 la pièce. Le prix réel de l'unité était de 23 fr. — perte, 70,659 fr. — 18,070 sabres d'infanterie en bon état, à 1 fr. 31 au lieu de 12 fr. — perte, 137,147 fr. — 1,885 balonnets quadrangulaires, toutes neuves, acier fondu, au prix de 0 fr. 15. L'infanterie ne les avait jamais connus.

« Dans ces chiffres, je ne comprends pas les armes répétées hors de service. Je fis vendre 95 affûts de siège Grébaud au prix moyen de 39 fr. 25; neufs, ils coûtaient de 25 à 30 fois plus. Danvies. Envoyés à Douai on eût pu les utiliser.

« Puis, comme bois à brûler, 125 châtis, modèle ancien, 1,648 francs : ils avaient coûté fort cher, et comme les affûts, ils auraient été utiles à l'arsenal de Douai, où le bois manquait.

« Cependant ma patience était à bout, lorsque je reçus l'ordre de vendre au prix de 4 fr. 50, 52,000 fusils tout neufs. Je me révoltai, et lorsque M. de L., mandataire d'une société d'acheteurs, vint pour prendre livraison, je lui opposai un refus fort net.

« Je lui demandai si la Société avait réalisé de beaux bénéfices.

« Huit millions environ depuis un an, me répondit-il.

« J'écrivis au général Suzane pour lui déclarer que je quitterais le service plutôt que de mêler mon nom à cette dernière opération (il fallait que je signasse les procès-verbaux). Il en parla au ministre, qui chargea un général de division d'artillerie de venir à Lille « me mettre à la raison. »

« Celui-ci m'ayant, devant mes officiers et mes gardes, déclaré « que c'était l'Empereur qui voulait que la vente eût lieu, » je lui expliquai mes raisons, qu'il approuva, du reste, je le dire à son honneur.

« De rogne qu'il était au début, il s'adoucit et me promit de soumettre mes observations au ministre. Je savais ainsi 52,000 fusils qui, quatre ans plus tard, ont pu être donnés à la garde nationale de Lille.

« En voyant assez pour vous donner une idée des scandaleux tripotages qui ont fini par mettre la France désarmée en face de l'ennemi.

« Je vous serre la main.

« Le lieutenant-colonel,

« TH. LIÉNARD.

Le maréchal Randon n'est plus là pour répondre, ajoute le Temps, et d'ailleurs on ne songerait probablement pas à l'interroger, puisqu'on a voulu lui élever une statue dans l'Isère. Peut-être alléguerait-il que le matériel dont il s'agit n'était bon à rien (ce qui, d'abord, serait à prouver), qu'il ne prévoyait pas le besoin d'armer un jour des mobilisés et des mobiles, et qu'il n'y avait plus dès lors qu'à faire vendre le reliquat des arsenaux au profit de l'Etat. Au profit de l'Etat, soit ! Mais est-ce ce qui se passait quand on attribuait sans adjudication de pareils lots d'armes et d'équipement militaires à des gens qui en faisaient l'objet de spéculations scandaleuses. Nous avons donné les principaux passages de la lettre du colonel Liénard sans autre garantie des renseignements qu'ils contiennent. Le public pensera toutefois, comme nous, que le curieux et le grade de l'écrivain, ainsi que les nombreux détails dans lesquels il est entré, autorisaient cette reproduction.

Grande-Bretagne.

On écrit de Londres au Journal de Genève : « Permettez-moi de vous dire quelques mots du discours que vient de prononcer le premier ministre de ce pays, au trentième anniversaire de la fondation d'un collège à Liverpool. »

« M. Gladstone s'est livré à l'une de ces causeries élevées où l'excellence : son éloquence, souvent enrichie par d'admirables citations, tonne sur les originaux, empruntés à l'antiquité classique, et surtout à la littérature grecque, ne pouvait pas dans un entretien de cette nature, sortir d'un genre familier; mais M. Gladstone s'est parfaitement unifié la noblesse à la simplicité.

« Nous aurions à relever, dans ce discours, quelques mots heureux, bien des images pressantes; c'est ainsi que, parlant de ceux qui ne poursuivent dans l'éducation qu'un but tout utilitaire, il leur reproche de faire de l'esprit de l'homme un vrai magasin bourré de marchandises, oubliant que ce n'est pas ce que contient l'esprit, mais ce qu'il est qui fait sa véritable valeur; c'est ainsi encore qu'il a comparé à l'esprit allemand, et indiqué les causes exactes du développement croissant de celui-ci. Mais la partie principale de cette éloquentة allocution porte sur un point spécial; M. Gladstone est frappé de l'immense développement matériel de l'Angleterre.

« En cinquante ans, dit-il, les classes industrielles et marchandes de ce pays ont produit, ont accumulé plus de richesses que le peuple ne l'avait fait depuis le temps de Jules César, mais il ne faudrait pas que le capital intellectuel de l'Angleterre fût à cause de cela négligé. »

« Or, M. Gladstone constate un abaissement de l'esprit chez ses contemporains; il est frappé du fait que ce siècle compte peu de génies directeurs dans l'ordre scientifique; mais ce qui l'afflige par-dessus tout, ce sont les progrès de l'incertitude, d'une incertitude qui n'est plus cynique, ni même hostile dans le sens du dix-huitième siècle, mais qui est volontiers sentimentale, rêveuse et poétique.

« A l'appui de ces assertions, il cite des fragments du dernier ouvrage de Strauss, dont les idées ont fait leur chemin en Angleterre comme sur le continent. Strauss, dans son livre sur l'ancienne et la nouvelle foi, se demande s'il est encore chrétien; il ne le croit pas, et en cela il est plus franc que ses disciples qui nient comme lui la valeur surannée de la religion chrétienne. Il va plus loin : il se demande s'il est encore religieux, et il conclut qu'il l'est, tout en repoussant absolument l'idée de Dieu et d'une vie future et en ne gardant comme objet de son culte que l'univers, le cosmos, qui, il est vrai, ne possède ni conscience, ni raison, mais nous présente au moins l'idée de l'ordre et de la loi.

« C'est cette tendance que M. Gladstone signale à ses auditeurs comme le plus grand péril du dix-neuvième siècle. Pour la combattre, il estime que tous les chrétiens doivent s'unir, et lui-même confesse en termes d'une conviction énergique sa foi en la divinité du Christ, et le côté surnaturel de la révélation chrétienne.

« N'est-ce pas là un grand exemple ? Voici le premier ministre d'une des plus grandes nations du monde. Il a à combattre des erreurs qu'il croit dangereuses pour sa nation et pour l'humanité. Il ne songe pas même un instant à recourir contre elles à des lois d'exception, à bâillonner la presse, à suspendre des professeurs, à demander au Parlement des armes nouvelles pour les réprimer. Il aurait honte, il rougirait d'employer de pareilles mesures. Mais seul, au nom de sa foi, il descend librement dans l'arène ouverte à tous; il parle en invoquant la raison, il cite les opinions de ses adversaires en professant pour leur personnel un respect qui l'honore lui-même; il reste libéral tout en étant un chrétien convaincu.

« En lisant ce discours, je le comparais involontairement à celui que prononçait à Versailles la semaine dernière un évêque, un représentant officiel du catholicisme français. Quel contraste, et comme on mesure ici l'abîme qui sépare les deux Eglises et les deux nations ! Là c'est le premier magistrat de son pays qui ne veut défendre sa foi que par la persuasion et la libre parole, ici c'est un prélat qui croit

la religion perdue si la loi ne sévit pas contre l'erreur et l'impéiété. »

« Les nouvelles de la grève envoyées de Merthyr le 20 sont meilleures. On écrit au Daily News que l'idée du travail en « double tâche », avec maintien de l'ancien prix, a fait du chemin dans l'esprit des ouvriers. L'irritation contre les chefs d'industrie a fait place à une discussion calme du programme proposé par M. Brodgen. On ne l'accuse plus maintenant de n'avoir eu en vue que leur propre intérêt. Les ouvriers examinent et discutent la situation avec plus d'impartialité. Un des agents du corps des mineurs a déjà fait la proposition de soumettre la question à une commission d'enquête composée en nombre égal d'ouvriers et de maîtres. Le résultat de cette enquête devrait être publié dans les trois mois à compter de la reprise du travail. Chacun des ouvriers s'engagerait à accepter les conditions de l'enquête pour un laps de six mois au moins; alors le changement de travail serait décidé. Une proposition pareille émanant d'un « houillier pratique » indique assez le changement qui se opère dans les sentiments de la masse. La double tâche offrirait aux maîtres un grand avantage. En maintenant leurs fourneaux allumés pendant de longues heures consécutives, ils feraient une grande économie de chauffage.

« La proposition de la double tâche a été soumise le 24 au président de l'Union des mineurs, M. Halliday, personnellement, lui est peu favorable. Mais il est parti de Merthyr pour Manchester avec l'intention de soumettre le projet à l'examen de l'exécutif. On espère le voir de retour le 28. Immédiatement on convoquera un meeting des délégués, puis un meeting en masse des ouvriers pour prendre leur avis. Au reste, on n'est pas certain que l'exécutif donne un avis favorable. Un fait doit être pris en note. M. Brodgen, accompagné de M. Nixon, affirme que les ouvriers feronniers sont disposés à reprendre le travail sans conditions. Mais on assure d'autre part que cela est subordonné à la reprise par toutes les branches de l'industrie.

« La reine vient d'envoyer à Douvres une somme de deux cents livres pour sa part de contribution à la souscription organisée en faveur des victimes du naufrage du Northfield.

« Aucun renseignement concluant n'a encore été recueilli quant au steamer qui a causé le désastre, et l'opinion que ce steamer a péri lui-même immédiatement après le choc gagne chaque jour du terrain.

« Par une étrange fatalité trois navires ont échoué samedi dans les mêmes parages où a péri le Northfield, à cause de l'épais brouillard qui couvrait la mer; ce sont le *Cornet*, de Marseille; la barque *Blanche*, de Londres, et se rendant à la Jamaïque, et l'*Ida Maria Kaath*, de Rotterdam. Ces trois navires ont été jetés à la côte à un mille de distance l'un de l'autre. On a toutefois l'espoir de pouvoir les remettre à flot.

« Une commission s'est formée à Londres, sous la présidence du lord-maire, pour recueillir les souscriptions. Le lord-maire a annoncé à la première réunion qu'il avait déjà reçu quatorze cent cinquante livres (36,250 fr.) pour les victimes.

« Le Morning Post publie la dépêche suivante :

« Un abordage, qui a eu de funestes résultats, a eu lieu le 26 à la hauteur du cap Lizard. Le brigantin américain l'*Albert*, capitaine Harriman, parti de Londres, a relâché à Plymouth ensuite d'un abordage qu'il a eu avec une barque anglaise dont le nom est inconnu. Les deux navires ont éprouvé des avaries, mais on put continuer à tenir la mer. On a eu à déplorer la mort du capitaine Harriman, qui a été écrasé entre les deux navires. La femme du capitaine, qui était dans la cabine, est montée en courant sur le pont et s'est jetée tout éperdue sur le cadavre de son mari, en proie à un violent désespoir. Un homme de l'équipage manqua aussi à l'appel, mais il est probable qu'il aura sauté à bord de la barque. »

« De son côté le Daily Telegraph annonce qu'un abordage a eu lieu à la même date à Hull entre deux steamers qui partaient en même temps du bassin du port. Le *West Riding* a reçu le choc d'un autre vapeur, l'*Aulaby*, qui a ouvert le flanc jusqu'à la ligne de flottaison. Afin de sauver le navire et tous ceux qui étaient à bord, le *West Riding* coula bas à vue d'œil, on a dû le faire échouer immédiatement sur le rivage où il gît maintenant. Les deux navires étaient à destination de ports étrangers.

Suisse.

Les gouvernements de France et d'Italie avaient adressé des notes au Conseil fédéral au sujet des mesures prises par lui à l'égard de la compagnie de la ligne d'Italie. Une dépêche de Berne en date du 23 janvier annonce que le Conseil fédéral a répondu à la note de la France en déclarant que les décisions fédérales concernant cette compagnie tiennent compte de tous les intérêts à prendre en considération, mais qu'elles doivent être et seront appliquées sans exception. En réponse à la note italienne, le Conseil fédéral a fait ressortir que les mesures dont il s'agit ne touchent en rien les engagements de la compagnie de la ligne d'Italie envers le gouvernement de Rome.

« On sait que la compagnie de la ligne d'Italie n'ayant pas rempli dans les délais voulus les conditions du cahier des charges, la ligne en construction sera vendue aux enchères.

« Le National suisse reçoit la correspondance suivante de Berne, 23 janvier :

« Une construction fabuleuse dont le bureau fédéral de statistique vient d'être la victime fait en ce moment l'objet de toutes les conversations. Une partie des questionnaires pour le recensement de 1870 remplis par les agents communaux a disparu comme par enchantement.

« Et remarquez qu'il ne s'agit pas ici de quelques feuilles de papier qu'un homme peut emporter dans la poche de son paletot : il a fallu un char à bras et deux hommes fortement constitués pour opérer ce déplacement, car il manque plus de deux quintaux de papier, représentant le recensement de 340,000 âmes sur 2,600,000.

« Au premier moment, je vous l'avoue, j'ai cru à une immense mystification, et je trouvais déplacée cette mauvaise plaisanterie sur le compte du bureau fédéral de statistique, qu'il est d'usage de traiter avec peu de charité depuis quelques temps. Malheureusement le fait est parfaitement exact, il ne l'est même que trop.

« Il y a huit ou dix jours, vers 1 heure de l'après-midi, on a vu un individu voiturier de la maculature provenir de l'étage supérieur du Palais fédéral, du côté de la salle du Conseil national. On a pensé que le bureau de statistique se débarrassait de vieux papiers devenus inutiles, et comme cela paraissait très naturel on n'a attribué aucune importance à cet incident. C'est du moins ainsi que la chose m'a été expliquée. Je dois vous dire qu'après avoir terminé les premiers travaux sur les feuilles originales du recensement, on avait révisé celles-ci au troisième étage du Palais fédéral, où le bureau de statistique possède, outre la chambre d'un employé, un emplacement dans lequel s'entassaient les pièces qu'on s'est avisé d'enlever à consulter. L'enlèvement s'est

opéré entre les heures de bureau, et l'on paraît avoir pris au hasard dans un certain nombre de paquets, comme pour empêcher qu'on ne s'aperçût trop vite de la soustraction.

« Crocheter une porte, c'est l'a b c de l'art du filon; faire cette opération en plein jour, c'est aussi un genre d'habileté; savoir qu'il y avait dans cette salle une grande quantité de papier, ce n'était pas non plus difficile; je comprends également qu'on soit tombé sur de grandes feuilles, qui sont d'une vente plus facile que les brochures; mais ce qui me passe, c'est que des gens faisant preuve de tant d'habileté aient choisi un genre de vol aussi périlleux que peu lucratif.

« En effet, deux quintaux et demi de vieux papiers représentent à peine une vingtaine de francs, et pour les enlever il faut des précautions, au moins un complice, un char à bras, et avant d'en retirer le fruit, on risque à chaque instant d'être arrêté, interrogé et traduit en justice.

« Cependant le fait est là, et ce que je vous dis est si vrai qu'une plainte a été déposée contre les auteurs inconnus d'un vol dont je ne crois pas qu'il y ait aucun exemple dans nos annales administratives.

« Les établissements, les particuliers qui peuvent être appelés à acheter du vieux papier ont été avisés, mais jusqu'à ce jour on n'a rien pu découvrir. Si les feuilles du recensement avaient été vendues, on en aurait trouvé des débris depuis une dizaine de jours; mais rien !

« L'auteur ou les auteurs de ce vol n'ont pourtant pas agi par amour pour la statistique, car ils auraient choisi des cahiers qui pussent leur être utiles.

« Y aurait-il là un acte de vengeance ou de pure méchanceté ? On se perd en conjectures et chacun dit son mot.

« Quant à moi je me borne à constater les faits, tout en reconnaissant qu'un événement de ce genre aurait pu se produire dans l'administration la plus soupçonneuse et la mieux organisée.

« On dit que pour la Confédération la perte est de plus de sept mille francs. »

DERNIÈRES NOUVELLES.

ALLEMAGNE.

La Norddeutsche Zeitung annonçait dernièrement que la session du Parlement de l'Empire s'ouvrirait avant que celle des Chambres prussiennes ne fût close, et que la représentation de l'Empire siégerait ainsi simultanément à Berlin avec celle de la Prusse. Des communications émanant du bureau de la presse disent maintenant que l'ouverture de la session du Parlement est projetée pour la mi-mars, dans la supposition que la Chambre des Députés de Prusse aura terminé jusqu'alors l'examen des quatre projets de loi ecclésiastiques, de sorte que ce serait seulement la Chambre des Seigneurs qui siégerait en même temps que le Parlement de l'Empire, et s'occuperait à son tour de ces projets de loi.

En outre, selon les mêmes communications, dans l'intervalle des trois semaines de rigueur qui séparent la première et la deuxième lecture du projet de loi impliquant une modification de certains articles de la Constitution, la Chambre des Députés discutera exclusivement les importantes lois financières dont elle s'occupe (emprunt des chemins de fer, réforme de l'impôt sur le revenu, etc.).

AUTRICHE-HONGRIE.

La Wiener Abendpost du 23 janvier annonce que S. M. l'Impératrice douairière Caroline-Augusta (veuve de feu l'Empereur François I^{er}) était tombée malade ces derniers jours d'une fièvre gastrique assez intense.

FRANCE.

Plusieurs journaux ayant annoncé que M. Thiers devait se rendre à l'exposition de Vienne, où l'on avait déjà loué à son intention le palais de Leitenberg, d'autres feuilles, en confirmant la nouvelle de ce voyage, ont dit que M. Thiers résiderait au palais de l'ambassade de France, et qu'il profiterait de son voyage pour traiter directement avec M. de Bismarck des garanties relatives au cinquième milliard. M. Thiers ne partirait qu'après le paiement du quatrième milliard. D'après une dépêche adressée de Versailles à l'agence Havas, il ne serait même pas question jusqu'ici du voyage de M. Thiers. M. Thiers, ajoute l'agence Havas, ne pourrait aller à Vienne que comme représentant de la France si un congrès était convenu entre les souverains.

« On annonce que M. Pascal Duprat doit déposer une demande d'interpellation au sujet de la publication par M. de Gramont de documents diplomatiques appartenant à l'Etat, que cet ex-ministre garde en sa possession. M. Pascal Duprat a déjà, paraît-il, informé de son projet M. le ministre des affaires étrangères, qui n'y aurait fait aucune opposition.

« S'il faut en croire l'Avenir national, M. le président de la République a fait rechercher très-soigneusement aux archives du ministère des affaires étrangères toutes les pièces et documents diplomatiques pouvant établir la situation nette et claire de la France au moment de la déclaration de guerre, et dans l'espace de temps qui s'est écoulé entre le commencement des hostilités et le 4 septembre.

« M. Thiers a fait réunir

MAISONS RECOMMANDÉES.

G. M. HUTTON & Co
VÉRITABLES MACHINES À COUDRE AMÉRICAINES
de **WHEELER & WILSON**
Petite Morshka, n° 14.

SONNERIE A AIR.
Winterhalter & Co.
Canal Catherine, maison n° 12, log. n° 5.
Moscou, boul. Pétrovsky, m. Popov, près l'Ermitage.

LA MAISON DE BANQUE
de **Mawrikij Nelken**

à Varsovie et à St-Petersbourg

achète toute espèce de papiers et fonds, cotés aux Bourses de St-Petersbourg et de Varsovie, au cours du jour.

Aux mêmes conditions que les autres banques, la maison de banque Mawrikij Nelken, tant à St-Petersbourg qu'à Varsovie, accepte des dépôts et ouvre des comptes-courants aux personnes qui déposent au moins 100 r., payant 7 0/0 par an.

La maison de banque fournit des avances contre nantissement de tous papiers cotés à la Bourse de St-Petersbourg. Le montant de l'avance est fixé à 5 0/0 et 10 0/0 au-dessous du cours de la Bourse.

MAWRIKIJ NELKEN.

Perspective Nevsky, n° 14, maison Maderni.

FABRIQUE D'OBJETS ET DE BIJOUTERIE
EN MALACHITE ET EN LAPIS LAZULI.
J. SPORHASE
Rue Michel, n° 2, vis-à-vis l'hôtel Klée.

MAURICE FLORAND
MARCHAND TAILLEUR
15, perspective Nevsky, au pont de Police.
Dernières nouveautés d'Angleterre et de France.

HAASENSTEIN & VOGLER
(OFFICE DE PUBLICITÉ)
HAMBOURG. Neuerwall, 50.

FABRIQUE D'ARTICLES EN BRONZE
ET EN MELCHIOR
Alex. Katsch.
Perspective Nevsky, 36, en face de la Douma.

FROMAGES FRANÇAIS
L. FLEURY

63, Mokka, près du pont de Police, maison Kononow, 63.

médaille à plusieurs expositions et notamment à celle de Moscou recommande ses fromages tels que : Brie, Camembert fait et frais, Suisse à la Crème, Impériaux et Ducs à la Crème, Neufchâtel, ainsi que tout un assortiment de fromages français aux prix les plus modérés.

Spectacles

Du 21 janvier.

GRAND THÉÂTRE. — Au bénéfice de M. Guerdil. Camargo, grand ballet en 3 actes et 8 tableaux. — (7 1/2 h.)

GRAND THÉÂTRE. — Grand bal masqué au profit des invalides. — (Minuit.)

THÉÂTRE MARIE. — Volonté du stratège, rom. op. en 3 a. — (7 1/2 h.)

THÉÂTRE ALEXANDRA. — Noces de mariage, com. en 5 a.; Parquet, op. en 2 a. — 4 h.

THÉÂTRE MICHEL. — Abonnement suspendu. Le Centenaire, com. en 5 a.; Le Wagon des dames, com. en 1 acte; Les Pelotons de Clairière, com. en 1 acte. — (7 h.)

THÉÂTRE BOUFFE. — Orphée aux enfers et la Demoiselle en loterie. — (7 1/2 h.)

THÉÂTRE BERG. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe. — 14

Bulletin météorologique.
DE L'OBSERVATOIRE PHYSIQUE CENTRAL
DE ST-PETERSBOURG.

Samedi 20 janvier (1^{er} février).

Lieux.	Baromètre à 0 millim.	État du ciel.	Température à 10 h. du matin.	Température à 2 h. du soir.	Humidité relative.	Quantité de pluie.	Direction et force du vent.
Petersb.	751.9	nuageux	-17.4	-8.4	78	0	NE 2
1 h. m. au S.	753.5	nuageux	-19.7	-9.8	57	6	E 2
1 h. ap. m.	754.3	nuageux	-15.4	-7.2	95	10	E 2

Depuis hier 1 h. après-midi — 0,1 millimètres de neige.

Du 11 (23) décembre.

Nertchinsk 701 — 7 — 25 + 5 72 7 0

A LOUER un logement élégant, au bel étage, 15 chambres, eau et gaz, entrée à part, pour 4000 r. par an. En cas de besoin on peut ajouter 8 chambres de plus. Rue Gagarinskaia, n° 5. Visible jusqu'à midi. — 192

ON DEMANDE

une gouvernante pour deux enfants, une petite fille de 10 ans et un garçon de 8, pour la province. Rue Fourchtatskaia, n° 12, au bel étage, à droite. Visible de 12 à 4 h. et de 5 h. dans la soirée. — 189

A VENDRE pour cause de départ, garni dans les meilleures conditions et en plein rapport. S'adresser de midi à 5 h. m. Demidow, au coin de la pet. Sadovaia et de la pers. Nevsky, au suisse; entrée du comp. de banque Louri. — 190

GUANO DU PÉROU.

Le Guano péruvien se vend à présent aux prix modérés suivants:
Le Guano directement importé du Pérou:

à 1 r. 95 c. le poud en quantité de 30 à 1,800 pouds;

à 1 r. 82 c. le poud en quantité de 1,800 pouds et au-delà.

Le Superphosphate de guano du Pérou

en poudre très fine et tout de suite employable avec garantie d'une contenance de 30 à 100 0/0 d'azote préservé contre la volatilisation et d'environ 10 0/0 d'acide phosphorique soluble;

à 2 r. 25 c. le poud brut en quantité de 30 à 300 pouds;

à 2 r. 20 c. le poud brut en quantité de 300 à 1,800 pouds;

à 2 r. 14 c. le poud brut en quantité de 1,800 pouds et au-delà, les sacs y compris payables comptant sans aucune déduction pour tare ou bon poids.

S'adresser pour des renseignements plus complets au bureau de MM. **Wyncken et Co.** St-Petersbourg 1873. Quai Anglais, n° 36

MAISON BOTOT

(SES CINQ PRODUITS)

VÉRITABLE EAU DE BOTOT

Seul et unique dentifrice

Approuvé par l'Académie de Médecine de Paris l'Eau de Botot est le plus efficace des dentifrices. En gargarisme elle est un préservatif puissant contre les angines et les maux de gorge; elle facilite la dentition chez les enfants.

POUDRE DENTIFRICE

AU QUINQUINA

Ce précieux dentifrice, employé avec l'Eau de Botot, constitue pour le raffermissement des gencives et la blancheur des dents la préparation la plus saine.

EAU DE TOILETTE

EXTRAIT DOUBLE SANS AUCUN ACIDE
Quelques gouttes versées dans l'eau virulent le teint et exhalent le plus délicieux parfum.

LE SUBLIME

Arrêt immédiat de la chute des cheveux, disparition des pellicules, apaisement des douleurs névralgiques, telles sont les principales qualités de ce merveilleux produit.

VINAIGRE DE TOILETTE

SUPERIEUR
Composé de ses pures plantes toniques, ce vinaigre jouit de propriétés inappréciables pour les soins de la toilette.

ENTREPOT: 229, rue Saint-Honoré, Dépot: 18, boulevard des Capucins (PARIS)

A SAINT-PETERSBOURG. — Aux dépôts du Laboratoire chimique de St-Petersbourg.

A MOSCOU: Au dépôt du Laboratoire chimique de St-Petersbourg chez MM. Kugler et Katsch, au Pont-de-Marchaux, maison Dabo. Et chez les principaux Commerçants.

Du 19 (31) janvier.

Arkhangel	770	+23	-18	-4	89	10	E 2
Kiew	753	+7	-10	-6	97	10	NO 1
Kharkov	755	+1	-6	-2	95	10	NE 0
Vilna	751	+1	-6	-2	97	10	SE 2
Paris	760	-3	+0	-3	...	...	NE 2
Vienne	744	-2	-4	-3	...	...	N 2
Trieste	759	-1	-4	-1	...	...	E 0
Rome	758	-2	-2	-1	...	...	NO
Lésina	756	-4	-6	-1	...	...	E 1
Constant	759	-6	-8	-2	...	...	NO

* Hier et nuit neige. * Neige.

Du 20 janvier (1^{er} février).

Arkhangel	778	+24	-11	+3	93	10	O 3
Uleaborg	782	+27	-5	+7	...	...	O 1
Nicolaïst.	780	-26	-6	-7	97	10	O 1
Kuopio	775	-26	-16	-4	100	0	O 0
Tampere	772	-22	-17	-1	...	...	E 1
Helsingi.	781	+23	-17	-9	...	...	O 0
Petersb.	783	+24	-20	-10	87	6	E 2
Réval	779	+23	-17	-9	84	0	E 4
Dorpat.	773	+20	-20	-11	79	5	E 3
Windau.	774	+16	-14	-8	73	10	E 5
Vilna.	762	+12	-16	-10	85	10	E 1
Varsovie	757	+7	-11	-7	87	10	NE 4
Kiew	754	+3	-5	-1	95	10	SE 3
Odesa	760	+2	-1	+3	86	10	E 0
Nicolaïev.	766	+3	-3	+1	83	10	NE 4
Sébastopol	768	-2	-6	+4	94	10	E 1
Kharkov	768	-2	-18	-10	83	10	E 7
Moscou.	766	+20	-15	-4	81	...	SE 2
Kazan	773	+15	-27	-13	81	...	N 1
Catherinb.	747	+2	-27	-11	78	...	O 1
Orenbourg	765	+7	-30	-15	85	...	NE 2
Riga	773	+14	-19	-12	88	...	NE 1
Barnaoul	758	+12	-18	+3	83	10	O 1
Irkoutsk.	753	+1	-38	-16	...	...	?
Prague	746	+1	-14	-8	...	...	E 2
Cracovie.	746	+1	-8	-5	...	...	E 2

* Hier neige. * Gâlée blanche. * Hier neige. * Hier et nuit chassé-neige. * Hier et nuit neige. * Hier et nuit chassé-neige. * Hier et nuit neige. * Hier et nuit chassé-neige. * Hier et nuit neige. * Hier et nuit chassé-neige. * Hier et nuit neige.

ÉTAT GÉNÉRAL DE L'ATMOSPHÈRE.

Depuis hier le baromètre a haussé encore de quelques millimètres dans le Nord de la Russie, surtout dans le Nord-Est de la Finlande; le froid y a augmenté en même temps. Dans la Russie méridionale, au contraire, le baromètre a baissé de 1 à 3 millimètres, et la température a haussé. En conséquence de l'augmentation de la différence barométrique le courant d'air de l'Est est devenu plus fort au Sud et à l'Ouest de la Russie.

Судебныя объявления.

Всѣхъ опредѣленій курскаго окружнаго суда, состоявшагося 3 марта 1873 года, извѣщаются имущество находящееся въ безвѣстномъ отсутствіи крестьянъ: Черниговской губерніи, Суражскаго уѣзда, села Стадоу, Климъ Дмитріенъ Сивитовъ; того же уѣзда, села Струговской Буди Абрама, Леонова Лакимъ, Милославскаго уѣзда, Старосельской волости, деревни Выпозово бывшаго дворянина человека Ивана Платонова Волкова (онъ же Несеновъ); жены его Марфы Прокофьевой, урожденной крестьянки Черныговской г., Поповскаго уѣзда, села Турской Милославской, объявленных: первое два въ неимѣніи паспортовъ, Коваленковъ и Волковъ въ составленіи фальшивыхъ паспортовъ, Волковъ въ соучастіи въ этомъ преступленіи и Волковъ въ пособничествѣ въ похищеніи навоза. Посему всѣмъ жителямъ и лицамъ, которымъ извѣстно или въ распоряженіи которыхъ окажется имущество вышеупомянутыхъ лицъ, обязываемъ довести о томъ до свѣдѣнія мѣстнаго опекунскаго учрежденія, а послѣднее должно распорядиться о взятіи того имущества въ свое заведѣніе, уведомивъ о томъ курскій окружной судъ. 1236—2

UN ANGLAIS ayant encore quelques heures libres désire donner des leçons. S'adresser Fourchtatskaia, maison de l'Église Ste-Anne, logement n° 27. — 177

GRAND LOCAL

175
très-commodé pour un magasin de banque, compagnie ou autre établissement dans ce genre. S'adresser Karavannaia, en face du cirque, 10, chez le portier

MEUBLES pour sept chambres, d'un travail élégant, et tout ce qui est nécessaire pour l'aménagement d'un bon appartement, sont à vendre pour la moitié du prix en bloc ou séparément. Maximilianovsky pereulok, (ancien Gloukhov), m. n° 18, log. 2. — 153

LE DÉPOT GÉNÉRAL DE MON

BAU ANATHERINE POUR LES DENTS

se trouve au magasin de MM. Stoll & Schmidt, à St-Petersbourg, au coin du Kirpichnoi pereulok, maison Kononow.

Prix du facon 1 r. 20 c.

J. G. Popp, à Vienne.

méd. dentiste de la cour imp.-royale.

A VENDRE

dentelles n. ires et blanches, batiste, Linon, porcelaine chinoise. — Visible de 11 à 4 h., rue Kabinetskaia, maison n° 3, logement n° 4. — 153



CIRQUE HINNÉ
PLACE MICHEL.

Aujourd'hui dimanche 21 janvier

GRANDE REPRÉSENTATION

avec le concours des Espagnols MM. Alejandro et Aragon.

On commencera à 7 heures 1/2.
Prix des places comme à l'ordinaire.

Demain lundi 21 janvier, grande représentation avec le concours de MM. Alejandro et Aragon.

Le directeur Ch. Hinné.

PERDU le 17 janvier un col de dame en marbre entre le Stehoukine dvor., par la Grande Sadovaia et la perspective Nevsky et le pont de Kazan. La personne qui le rapportera aura une récompense honnête. Place Michel, maison Gerbine, logement n° 64. — 185

UNE DAME russe avec diplôme de l'université, connaissant à fond le français et l'allemand, très-bonne musicienne, et disposant encore de deux heures dans la journée, désire le consacrer à l'enseignement de la jeunesse. S'ad. V. O. 5^e lig. m. n° 32, log. n° 23. — 152

L'établissement de Gymnastique

près du pont Siméonov, au pavillon gauche du palais des Ingénieurs, (entrée vis-à-vis du square), est ouvert tous les jours : de 8 à 11 h. du matin et de 2 h. 1/2 à 5 h. de l'après-midi, pour les hommes; de 12 à 2 h. de l'après-midi, pour les dames.

Docteur A. Berglund et R. Dahlgren.

Aujourd'hui dimanche 21 janvier 1873

EXPOSITION

DE FLEURS ET DE PLANTES ARTIFICIELLES

POUR APPARTEMENT.

BOUQUETS SPLENDIDES.

29, Grande rue des Ecuries, m. Bachmakov, 29. Magasin Amiot, A. MARCEROU, successeur.

L'ÉTABLISSEMENT POUR LA GYMNASTIQUE

médicale, hygiénique et pédagogique

du docteur H. BENEZET (situé à l'Église de l'Amirauté, sur la grande place)

sera ouvert jusqu'au 1^{er} mai tous les jours, les dimanches exceptés, de 8 à 11 heures et de 3 à 5 heures pour les messieurs, et de midi à 2 heures pour les dames. La gymnastique pédagogique pour les enfants aura lieu tous les jours aussi, pour les garçons de 3 à 5 heures, et pour les demoiselles de midi à 2 h.

Le professeur Dr Eck est médecin consultant de l'établissement.

114

AUVRAY. MODES.

Grande rue des Ecuries.

Préviens les dames que M^{me} Cardon, connue pour la vente de toutes sortes de dentelles anciennes et modernes, est entrée chez elle afin de donner de l'extension aux affaires et qu'elles trouveront toujours un grand choix de garnitures complètes des plus hautes nouveautés, un grand assortiment de volants de Valenciennes, Malines, Chantilly, Guipures blanches et noires, ainsi que des toiles de Hollande de toutes largeurs et des plus belles qualités pour trousseaux à des prix très-avantageux. — 109

ERMITAGE

Le restaurant français de l'établissement prévient sa nombreuse clientèle qu'il vient d'ajouter à son établissement plusieurs cabinets particuliers et une salle de billard.

Déjeuners, dîners, soupers. On accepte les commandes, soit pour la ville ou dans l'établissement, à des prix très-modérés.

Pont Siméonovsky, maison Kouchelov.

Maitre d'hôtel AUGUSTE.

AVIS

aux Amateurs de bons Vins

Le plus bas prix est de 2 r. la bouteille.

A vendre des vins d'Italie purs de tout mélange :

vins de table et vins de dessert, à Vassili Ostrow, entre la 13^{me} et la 14^{me} ligne, quai de la Grande Néva, maison n° 47.

147

HERMAN & GROSSMANN

Place Michel, maison ci-devant Lazarev. n° 13.

Vient de recevoir, entre autres, un beau choix de pianos des célèbres fabriques de Bechstein et Blüthner

P. S. M. Louis Grossmann, venant d'arriver de Varsovie, a l'honneur de faire part à ceux que cela peut intéresser, qu'il restera ici jusqu'aux 1^{ers} jours de février.

AVIS.

Le tirage de la loterie, approuvée par S. M. l'Empereur, au profit de l'hôpital d'Elisabeth pour les enfants en bas âge, aura lieu le 30 janvier 1873, au manège Michel.

Après le tirage, les lots gagnants seront distribués à l'hôpital même, quai de la Fontanka, près la Tarakanovka n° 146 — tous les jours, de 10 heures du matin à 5 heures de l'après-midi.

Les lots gagnants seront délivrés seulement aux personnes qui présenteront des billets authentiques et intacts.

Les personnes de l'intérieur sont priées de s'adresser, pour l'envoi de leurs lots gagnants, au magasin Sazikow à St-Petersbourg, Grande Morskaja, maison Sazikow, en ayant soin de joindre le nombre de timbres poste ou l'argent nécessaire pour l'envoi.

Les lots gagnants qui ne seront pas retirés dans l'espace de six mois, à partir du jour du tirage, seront considérés comme acquis au profit de l'hôpital Elisabeth.

Le comité de l'hôpital répond seulement de l'authenticité de la liste des lots gagnants portant ce qui suit : « Edition du comité de curatelle de l'hôpital clinique Elisabeth pour les enfants en bas âge » (Издание попечительнаго комитета Елисаветинской клинической больницы для малолѣтнихъ дѣтей).

195

BILAN

DE LA

BANQUE DE COMMERCE DE VOLGA-KAMA

AU 1^{er} JANVIER 1873.

ACTIF.

	A St-Petersbourg.		A Moscou.		Dans les autres succursales (1).		TOTAL.	
	r.	c.	r.	c.	r.	c.	r.	c.
Caisse : a. Argent comptant	463,582	36	323,390	72	282,928	47	1,069,901	55
b. Bons du trésor (séries)		>		>	45,461	27	45,461	27
Comptes-courants à intérêts dans des banques.	967,867	60	802,200	01	440,576	66	2,210,644	27
Comptes-courants avec les banques pour réescomptes et réengagements (2)	257,681	88		>	2,737,445	90	2,995,127	78
Or et bons des mines	21,561	83		>	10,460	12	32,021	95
Papiers à intérêts appartenant à la Banque	83,853	57		>	68,742	69	152,596	26
Lettres de change à deux signatures au moins escomptées	7,774,976	08	6,362,167	64	17,627,052	24	31,764,195	96
Lettres de change protestées.	19,728	84	114,918	27	98,131	45	232,778	56
Lettres de change à une seule signature, garantie :								
Par des immeubles	1,035,500	>	151,700	>	48,500	>	1,235,700	>
Par des paquebots et des navires	255,500	>		>	382,510	>	638,010	>
Effets de commerce escomptés	1,259,745	55	536,079	36	422,337	93	2,218,162	84
Papiers à intérêts escomptés	1,793	87	127,356	99	77,076	>	206,226	86
Effets et valeurs en papier, acceptées en commission	604,926	94	158,277	75	196,864	21	960,068	90
Avances sur nantissement :								
De marchandises.	477,524	75	104,009	>	1,650,321	21	2,231,854	96
De papiers à intérêts	8,056,151	15	3,947,929	>	1,997,009	40	14,001,089	55
Avances sur compte-courant spécial.	998,384	96	341,691	02	749,258	56	2,089,334	54
Comptes de la direction de la Banque avec les succursales.	2,492,538	>	3,746,669	64	>	>	6,239,207	64
Comptes divers	386,441	77	201,232	72	246,653	91	834,328	40
Compte des intérêts.	402,559	91	580,446	01	400,485	95	1,383,491	87
Mobilier et frais de première installation de la Banque.	67,571	91	57,203	91	115,286	15	240,061	97
Frais courants d'administration.	119,908	54	73,475	62	230,208	48	423,592	64
	25,747,799	51	17,628,747	66	27,827,310	60	71,203,857	77